

[Print](#)

La novlangue européenne et la guerre qui vient

De [Bruno Adrie](#)

Global Research, août 03, 2015

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/la-novlangue-europeenne-et-la-guerre-qui-vient/5466545>

L'agression occidentale

Le 21 novembre 2013 à Vilnius, le président ukrainien Viktor Ianoukovitch a annoncé qu'il ne signerait ni l'accord d'association avec l'Union Européenne ni l'accord de libre-échange approfondi (*deep and comprehensive free trade agreement*) qui lui était associé, rompant de ce fait l'engagement pris par son prédécesseur Viktor Iouchenko. En effet, Viktor Ianoukovitch avait posé comme condition d'inviter la Russie à participer aux négociations en lui donnant un droit de veto. L'UE ayant, sans surprise, rejeté cette possibilité, le président avait donc refusé d'engager son pays [affirmant](#) que ce traité lui coûterait trop cher (il avait alors avancé la somme de 20 milliards de dollars par an).

En montrant tant de réticence à s'engager et en cherchant à imposer de faire entrer la Russie à la table des négociations, le président Viktor Ianoukovitch n'était pourtant pas en rupture avec la tradition diplomatique ukrainienne. En effet, l'Ukraine avait pris l'habitude de rechercher l'équilibre entre la Russie et l'Union Européenne-OTAN, un équilibre instable souvent maintenu par des promesses qui permettaient de gagner du temps et provoquaient parfois, puisque non tenues, l'agacement de ses voisins. Cyril le Gloaguen a écrit que « Kiev a toujours imposé à sa politique étrangère une « rhétorique multi-directionnelle » d'équilibre entre l'Est et l'Ouest », manifestement sans déboucher sur un choix exclusif. L'éviction du président Ianoukovitch en février 2014 a prétendu mettre un terme à cette posture et a précipité l'Ukraine dans le camp occidental, c'est-à-dire dans le camp des milieux affairistes européo-américains.

En apparence, cette éviction a été la conséquence d'un soulèvement populaire, d'une sorte de mise en scène *bis* de la Révolution Orange de 2004. En réalité, il s'est agi d'un coup d'Etat organisé par des militants néonazis du parti Svoboda, entraînés depuis des années par l'OTAN et soutenus par des mercenaires, comme l'explique Manlio Dinucci dans un article intitulé « [Le nouveau Gladio en Ukraine](#) ».

Les *media* dominants nous ont raconté autre chose, l'histoire de citoyens ukrainiens avides de rejoindre l'Europe, et ont trouvé absolument naturel qu'une manifestation prétendument spontanée ait interrompu le mandat d'un président élu en 2010 pour cinq ans. La propagande européiste a rendu compte des événements sans état d'âme, présentant comme normal le fait qu'un peuple mécontent impose tout à coup sa loi. En témoigne ce mémo publié le 27 mars 2014 par la commission européenne :

« L'Ukraine a décidé le 21 novembre 2013 de suspendre les préparations pour la signature de l'accord d'association (débutées en mars 2012), évoquant des questions de sécurité nationale et le besoin de réactiver des échanges abandonnés avec la Russie et les partenaires de la Communauté des Etats Indépendants (...) La décision ukrainienne de suspendre les préparations à la signature de l'accord d'association a provoqué une forte vague de manifestations (appelées « Euromaidan ») en soutien à la politique d'association et à l'intégration économique avec l'Union Européenne. Le président et l'opposition se sont mis d'accord sur la manière de résoudre la crise le 21 février qui a été facilité par l'Union Européenne. En conséquence de quoi, le parlement a voté la loi qui rétablissait la Constitution de 2004. Suite au départ soudain du président Ianoukovitch de Kiev, le parlement l'a révoqué à la majorité, pour avoir échoué dans l'accomplissement de sa mission et a nommé un nouveau gouvernement dirigé par le premier ministre

Yatsenouk. »

Source: [« ENP Country Progress Report 2013 – Ukraine », Brussels, 27 March 2014](#)

La commission européenne révolutionnaire ? Pouvait-on s'attendre à ce qu'elle soutienne dès lors toute manifestation citoyenne de mécontentement et applaudisse à la révocation de mauvais présidents ayant échoué dans l'accomplissement de leurs missions ? Pouvait-on imaginer un scénario du genre :

« Contrairement à ce qu'il avait promis lors de son élection, M. Obama n'a pas fermé Guantanamo où, comme l'a montré un rapport du Sénat, la torture a été pratiquée à grande échelle depuis la déclaration de guerre de l'Amérique contre le terrorisme international. Son refus a provoqué des manifestations massives (appelées « Américanomaïdan ») qui ont forcé le président à abandonner ses fonctions. Après son départ soudain de Washington, le Sénat l'a révoqué pour n'avoir pas rempli sa mission et a nommé un nouveau gouvernement dirigé par M. Vladimir Oulianov, un banquier et avocat d'affaires, ami de Moscou. »

La réaction de la Russie

Après la chute de Viktor Ianoukovitch, et devant la perspective d'une association Ukraine-Europe qui mettrait en danger son territoire en permettant de placer le long de sa frontière les missiles révolutionnaires et colorés de l'OTAN, les Russes ont annexé la Crimée et y ont organisé un referendum pour démontrer à l'opinion que l'annexion répondait à une demande populaire. L'Union Européenne n'a pas reconnu la « légalité » de cette consultation, piétinant ainsi le droit des peuples à l'autodétermination (une tradition de longue date) et a entamé le grignotage de la souveraineté ukrainienne comme on peut le constater dans la suite du mémo cité plus haut :

« La souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale de l'Ukraine doivent être respectées. L'Union Européenne ne reconnaît et ne reconnaîtra pas l'annexion de la Crimée et de Sébastopol par la Fédération Russe. Le Conseil Européen partage notre point de vue concernant l'illégalité du referendum et des étapes qui ont suivi, comme il l'exprime dans ses conclusions du 20 mars 2014. Le lendemain, l'Union Européenne et l'Ukraine ont signé les dispositions politiques de l'accord d'association et ont confirmé leur engagement à procéder à la signature et aux conclusions des parties restantes de l'accord d'association qui, avec les dispositions politiques, constituent un seul et même instrument. »

Source: [« ENP Country Progress Report 2013 – Ukraine », Brussels, 27 March 2014](#)

En clair, après avoir proclamé le respect de l'intégrité territoriale et l'indépendance de l'Ukraine (entendons l'indépendance vis-à-vis de Moscou), l'Union Européenne a signé un accord qui légalisait l'accaparement de l'économie ukrainienne par les banques américaines et européennes. La partie économique de l'accord a d'ailleurs été signée peu de temps après, le 27 juin 2014, « [en même temps que la signature de documents similaires avec la Moldavie et la Géorgie.](#) »

Ce volet économique était manifestement la partie la plus urgente de l'accord. La partie culturelle par exemple pouvait attendre. On n'organise pas un coup d'Etat pour promouvoir l'amitié et les échanges entre les peuples.

La novlangue européenne

« La souveraineté et l'intégrité territoriale ukrainiennes ont été clairement violées par des actes d'agression perpétrés par les forces armées russes. Le Conseil de Fédération de Russie a autorisé, le 1er mars, l'usage des forces armées sur le territoire de l'Ukraine. Ces actions constituent une évidente violation de la Charte des Nations Unies et de l'Acte Final d'Helsinki de l'OSCE ainsi que des engagements spécifiques de la Russie vis-à-vis

de la souveraineté et de l'intégrité territoriale ukrainiennes sous le Memorandum de Budapest de 1994 et le Traité Bilatéral d'Amitié, de Coopération et de Partenariat de 1997. »

Source: « [ENP Country Progress Report 2013 – Ukraine](#) », Brussels, 27 March 2014

Dans cet extrait, pas question d'évoquer le Vietnam, l'Irak, l'Afghanistan ou tout autre pays ayant eu à souffrir une guerre néocoloniale organisée les Etats-Unis ou l'OTAN. Ce n'est pas le moment. Les envahisseurs de toujours, qui ont toujours eu de bons prétextes pour envahir, en ont encore trouvé un pour dépouiller l'Ukraine. Ici pas de débat intellectuel ou démocratique car les idées sont triées dès le départ. On a chassé le bon grain et on n'a gardé que l'ivraie. Vous pourrez toujours crier ou lever le poing, ce sera en vain, les leaders européens resteront sourds et méprisants. *L'euromaidan*, c'est pour les autres, pour les candidats forcés à l'extension, pas pour les Européens déjà bien intégrés.

Ils ne sont d'ailleurs pas à une contradiction près, ces dirigeants européens qui donnent des leçons de souveraineté depuis une Europe qui a détruit celle de chacun de ses Etats-membres, ces dirigeants non élus au suffrage universel, ces dirigeants d'une Europe *revolving door*, amis des puissances économiques qui endorment leurs consciences et remplissent leurs portefeuilles, ces dirigeants européens qui, au nom des peuples qu'ils survolent, tendent aux experts stipendiés et aux lobbies du secteur privé la plume et l'encrier avec lesquels on rédige les lois.

Lorsque la Russie a envahi la Crimée, le journal [Le Monde](#) a publié ces lignes automatiques écrites par l'air du temps :

« La communauté internationale condamne (...) très fermement l'attitude de la Russie, exhortant Vladimir Poutine à retirer ses troupes d'Ukraine. La réunion d'urgence du Conseil de sécurité de l'ONU, le 3 mars, est un camouflet pour la Russie, qui essaie de justifier son action sans convaincre tous les autres membres. Ces derniers condamnent un par un l'intervention en Crimée, y compris l'allié chinois au nom du « principe de non-ingérence dans les affaires intérieures des pays ».

Laissons de côté les objurgations d'une « communauté internationale » dont les fermes condamnations sont relayées par une presse qui n'a rien à dire et par des journalistes ou bien incultes ou bien feignant de ne pas comprendre les ressorts réels de l'attitude russe. Car au fond, la crise ukrainienne ressemble à s'y méprendre à la crise géorgienne de l'été 2008. L'Ukraine, comme la Géorgie, est pour la Russie, un glacis permettant de garder à distance les alliés d'une Amérique plutôt agressive. Cyril Gloaguen parle de « l'appréhension par Moscou du territoire de son voisin comme d'un *limes* contre les forces de l'Otan. » En 2008, la guerre russo-géorgienne avait éclaté suite à la décision prise par l'OTAN de préparer une future adhésion de la Géorgie. Les Russes, qui avaient compris la manœuvre, avaient été contraints d'agir afin de ne pas se laisser enfermer derrière la barrière nord-caucasienne. C'est donc logiquement qu'ils avaient envahi les provinces géorgiennes d'Abkhazie et d'Ossétie du sud car, en le faisant, ils s'étaient assurés le contrôle des deux seuls passages qui relient la Russie à la Géorgie : la côte abkhazie d'une part, et le tunnel de Roki en Ossétie d'autre part. Maintien des glacis. (Bruno Adrie, « [Retour sur la Géorgie](#) », mondialisation.ca, 1 décembre 2008)

Nous sommes peut-être, si les conditions le permettent et si les provocations se multiplient du côté occidental, et pour les mêmes raisons qu'en Géorgie, à la veille d'une intervention militaire de la Russie en Ukraine. Une partition de l'Ukraine aurait non seulement l'avantage de donner à la Russie un contrôle du littoral nord de la mer Noire, elle lui permettrait aussi de garder le contrôle de la partie ukrainienne de son complexe militaro-industriel. Car, il faut rappeler que, même après la révolution orange et la prise du pouvoir par une coalition pro-occidentale, l'Ukraine a continué de fabriquer des armes et des matériels militaires destinés à l'armée russe.

Une partition de l'Ukraine a certainement été envisagée par Moscou. Le chaos actuel ne gêne pas les Occidentaux mais seulement les Russes. Il va donc leur falloir chercher à contrebalancer ce déséquilibre. Ils n'ont pas le choix (ce n'est pas une opinion, c'est la situation

géopolitique qui l'exige) et devront à un moment ou à un autre agir pour bloquer l'avancée de l'OTAN vers ses frontières. Car la « poussée vers l'Est » des milieux affairistes et bancaires ne s'arrêtera pas d'elle-même. Seule la force permettra à la Russie de se reconstituer un glacis protecteur comme l'ont montré les actions menées en Abkhazie et en Ossétie du sud en 2008, en Crimée en 2014.

Et pourquoi pas cet été ? Quelques oiseaux de mauvais augure, appartenant aux deux camps, semblent, en tous cas, l'annoncer dans trois dépêches Reuters postées le 24 juin 2015.

Dans la première datée du 24 juin – [Russian former leader of Ukraine rebels warns of « big war »](#) –, un ex-chef de la rébellion prorusse en Ukraine avertit de l'imminence d'une offensive ukrainienne et affirme « ne pas être certain que ça ne se terminera pas par une guerre – il dit « a big war » – car Moscou ne peut pas tolérer cette blessure sur sa frontière. »

Dans une autre suivante datée du 25 – [Putin out to seize control of Ukraine, says Kiev defense chief](#) –, le ministre de la défense ukrainienne, Stepan Poltorak, a dit qu'il faudrait être naïf pour croire que Vladimir Poutine a abandonné son projet de s'emparer de l'Ukraine.

Enfin dans une troisième datée du 26 – [Putin not done in eastern Ukraine, NATO's top general says](#) » –, sont rapportés les propos du général Breedlove qui pense que les Russes n'ont pas dit leur dernier mot en Ukraine. La même dépêche ajoute que, l'Ukraine ne faisant partie de l'OTAN, les Américains ont refusé de lui fournir des armes lourdes, ce qui laisse entendre que l'OTAN n'interviendrait pas, mais condamnerait fermement – on peut aisément l'imaginer – comme dans le cas de Géorgie en 2008, en cas d'invasion de l'Ukraine par l'armée russe.

Je suis européen (au sens historique et culturel du terme mais surtout pas au sens de l'Union Européenne qui voudrait me réduire à l'état de consommateur dépolitisé) et je n'ai aucune raison de me sentir ennemi de la Russie. Je considère que la campagne menée contre ce pays et contre son peuple qui, faut-il le rappeler, a souffert héroïquement pendant la « Grande Guerre Patriotique », n'est pas de l'information mais de la propagande. Une propagande vulgaire – mais au fond toute propagande ne l'est-elle pas ? – qui cherche à fabriquer et entretenir des représentations fausses parmi un public noyé depuis trop longtemps sous la vague des mensonges imbéciles *balivernés* en série par les vedettes arrogantes de l'information.

Quant à nos leaders *de facto*, nos leaders « européens » si pressés de mettre le monde à feu et à sang pour voir fleurir les prétendues valeurs de la démocratie, il suffit, pour les démasquer, de bien les observer, marionnettes grises sur fond bleu, de les écouter chanter leurs notes creuses et voir qui ils sont réellement, des commis-voyageurs à la solde des puissants et des traîtres aux valeurs qu'ils proclament.

La novlangue européenne n'est efficace qu'exercée sur des esprits rigoureusement maintenus dans l'ignorance.

Bruno Adrie

Photographie : Viktor Ianoukovitch (président de l'Ukraine 2010-2014), Herman Van Rompuy (président du Conseil Européen), José Manuel Barroso (président de la Commission Européenne) en 2013

Lectures conseillées :

Limonier Kevin, « La flotte russe de mer Noire à Sébastopol – une « forteresse impériale » au sud ? », Hérodote, 2010/3 n° 138, p. 66-78

Gloaguen Cyrille, « L'Ukraine entre Est et Ouest » Les limites de grilles de lecture héritées de la guerre froide, Hérodote, 2005/3 no 118, p. 107-146

Copyright © 2015 [Bruno Adrie](#)